

## Introduction à la seconde édition

L'ouvrage a été publié en 1992. Depuis, la Tunisie a connu de profondes mutations tant au niveau du modèle de développement qu'à celui de la société. Il n'est pas question d'actualiser le texte, tâche qui nécessite un autre ouvrage. Pour cela, on a préféré garder le texte initial, se limitant à une introduction succincte à cette seconde édition. Les idées maîtresses présentées en 1989 et 1992 restent encore valables, les changements concernent plutôt les détails ou les formes, mais guère les processus à l'œuvre.

L'inertie spatiale est confirmée et ce sont les espaces privilégiés qui ont le plus profité des investissements et de l'ubiquité des facteurs de production (capital, main d'œuvre). L'extraversion s'est affirmée par l'insertion croissante de la Tunisie dans l'économie-monde avec la littoralisation sans cesse plus grande de la dynamique spatiale. Le dualisme social et économique s'est doublé d'une informalité croissante qui touche actuellement plus de la moitié de l'économie.

La crise politique des années 1980 a conduit un coup d'Etat de 1987 mais le régime de Ben Ali, après une ouverture stratégique, a serré l'étau sur l'opposition et a conduit à son discrédit et sa chute avec la Révolution du 17 décembre 2010- 14 janvier 2011. La Tunisie s'est dotée d'une seconde Constitution du 27 janvier 2014 en adoptant un régime parlementaire mitigé, instaurant l'autorité locale. La classe moyenne s'est effritée largement et la part des salariés dans le PIB s'est encore amoindrie tandis que le taux du chômage s'est dans le meilleur des cas stabilisé et s'est empiré avec la Révolution. Cette dernière, amorcée par les chômeurs et les marginalisés, s'est trouvée récupérée par les salariés et la petite bourgeoisie à travers l'intégration dans le circuit officiel de la sous-traitance et les revendications salariales. La Révolution faite par les jeunes, s'est trouvée récupérée par la classe politique et les vieux des partis très implantés dans la Capitale et la façade littorale. L'effectif des chômeurs s'est presque doublé entre 2010 et 2017. La petite bourgeoisie s'est encore au centre de la dynamique socio-politique.

Le modèle de développement libéral adopté avec les années 1970 s'est davantage renforcé avec l'entrée de la Tunisie à l'OMC, le Programme d'Ajustement Structurel (PAS) en 1986, l'accord d'union douanière avec l'Europe en 1996, le programme de mise à niveau de l'industrie tunisienne. Le désengagement de l'Etat de l'économie dès le début des années 1980 avec la crise de 1985-86. Le VI<sup>ème</sup> plan (1982-1986) a été celui des grands projets structurants mais la plupart sont tombés à l'eau. L'Etat est allé même encourager la libre entreprise et l'initiative privée, l'emploi n'est plus l'affaire de l'Etat, c'est plutôt la source de revenu qui est devenu à l'ordre du jour. La planification devient indicative et le terme de plan va disparaître même du Département concerné, c'est plutôt le développement économique qui le remplace, puis l'investissement et la coopération internationale qui s'ajoute. De la même manière, les régions devraient compter sur leurs propres ressources, l'Etat providence va laisser la place à l'Etat stratège, de coordination. Le schéma d'aménagement de 1985 a préconisé l'équilibre régional mais la crise de 1985 lui a apporté un coup fatal, celui de 1998 a adopté plutôt deux Tunisie(s), une Tunisie littorale utile et capable de s'arrimer à l'économie-monde et une Tunisie intérieure vouée plutôt à la subvention et à l'aide. Un nouveau code d'investissement en 1993 a favorisé l'exportation et les régions défavorisées, le dernier en date est celui de 2016. La représentation du développement n'a pas changé, avec un nouvel adjectif : le développement durable. Le pragmatisme et le mimétisme restent de règle tous les décalages, dans la droite lignée du bourgeoisisme.

L'Etat a été au centre de la dynamique socio-politique, le coup d'Etat est venu de l'appareil étatique, Ben Ali était le premier ministre. La société civile était réduite au silence dont la principale association des droits de l'Homme (LTDH) ou contrainte à la complaisance (UGTT). Ce n'est qu'avec la Révolution que la société civile va être au centre de la dynamique socio-politique. La révolution a été amorcée par la frange marginale, récupérée par la société civile, puis par la société civile

représentée par les partis. Ces derniers, bien implantés dans la capitale et le littoral, vont contribuer à la reproduction (sociale, politique et spatiale) du système en place. A l'autre extrême, en opposition cette fois-ci à l'Etat, le parti Ennahdha va profiter du sentiment d'injustice mais leur expérience le discrédita au bout de trois ans. Le clivage électoral Nord-Sud entre Ennahdha et Nidaa Tounes, constitue une autre Tunisie qui s'est forgé pendant ces dernières décennies, qui doublait le clivage Est-Ouest de nature économique. La prééminence de l'Etat-parti allait se reproduire dans la Tunisie post-révolutionnaire à travers le nouveau système électoral et le régime politique qui stipulait la primauté d'un parti ou le consensus des partis gagnants ce qui conduit au compromis, voire la compromission. Le parti allait investir l'appareil de l'Etat au nom des sacrifices concédés durant le règne de Ben Ali mais aussi dans le cadre d'une stratégie d'investir l'appareil de l'Etat. Il a fallu la position de l'opposition pour conduire à la démission de Ali Laraiiedh et constituer un gouvernement technocrate qui organisa les élections en 2014 qui donnèrent lieu à la montée fulgurante de Nidaa Tounis, un parti récemment constitué pour faire face au projet obscurantiste mais qui n'a pas tardé de coopérer avec l'ennemi d'hier et se diviser en de nombreuses fractions affectant ainsi la force et la légitimité de l'Etat. La violence de l'Etat donna lieu à celle des partis, le pouvoir personnel de Bourguiba et de Ben Ali se trouve remplacé par celui des appareils partisans.

L'emploi reste toujours au centre des préoccupations du modèle de développement, mais la fonction publique a atteint ses limites et le système de formation ne répondait plus aux besoins du marché voyant le contingent des chômeurs des diplômés s'agrandir au moment où l'émigration extérieure a vu ses portes se rétrécir. La salarisation continue de se développer en même temps que l'informalité, la scolarisation ne constitue plus l'ascenseur social et la Révolution n'a rien fait à ce contingent en continuelle croissance. L'industrialisation a permis à la Tunisie de développer l'exportation avec une extraversion croissante, plaçant la dynamique sur la frange littorale tandis que la dépendance alimentaire s'est accrue fortement et la population occupée dans l'agriculture s'est encore réduite. Il est vrai que les protagonistes du Régime Ben Ali considèrent que la croissance économique du PIB de 5% a été le point fort, voilant les revers politiques et la corruption. Le surdéveloppement de l'Etat jusqu'en 2010 a donné lieu à la centralité des partis au dépens de l'Etat qui s'est affaibli fortement à travers les compromis ou les tiraillements partisans.

Le développement continue à être inégalitaire, le monde rural reste toujours entre la marginalisation et la récupération avec une administration des espaces beaucoup plus que celle des hommes. Les écarts se trouvent souvent accusés en dépit des progrès réalisés au niveau global. La société tunisienne s'est polarisée davantage et la pauvreté atteint plus de 20%, l'accès aux soins santé reste aussi inégalitaire au même titre que l'habitat. L'inégal développement spatial est toujours de mise, les analyses que nous avons faites montrent que la carte n'a pas beaucoup changé, confirmé par de nombreuses méthodes, l'investissement reste toujours au centre des débats et des stratégies de développement. Le niveau de dépenses exprime la même carte. La façade littorale reste l'espace le plus attractif avec un rétrécissement au profit de la Capitale et du Centre Est, secondairement du Cap Bon. L'inertie spatiale est très forte et l'accumulation spatiale est de mise dans un cercle vicieux pour les espaces attractifs et les espaces marginalisés.

Les travaux récents sur le développement sont nombreux, on se limitera aux textes suivants :

Belhedi A - 1996 : *Développement. Régional, Rural, Local*. 1996. *Cahiers du Ceres*, Série Géographique, n° 17, 351p.

Belhedi A (dir.) - 1998 : *Quelques aspects du développement régional et local en Tunisie*, 1998, *Cahiers du Ceres*, série Géographique, n° 20

Belhedi A - 2012 : *La fracture territoriale. Dimension spatiale de la Révolution tunisienne*. 2012, Wassiti Editions, Coll. Ibraz, 262p.

Belhedi A - 2012 : « *Le mouvement moderniste tunisien et la question spatiale* ». 2012, pp.175-253. In *Tunisie 2040. Le renouvellement du projet moderniste tunisien*. Acmaco, Sud Editions, 553p.

Belhedi A - 2015 : « *La dimension géo-stratégique de la région* », in *Echos*, Centre de Formation et d'Appui à la décentralisation (CFAD), n°12, pp.3-18.

Tunis, janvier 2017